

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

COUR ADMINISTRATIVE

Numéros du rôle : 30698C et 30711C
Inscrits respectivement les 18 et 19 juin 2012

Audience publique du 22 janvier 2013

Appels formés par

1) Messieurs, ... et

... .., ...,

et

2) Messieurs ...et

... .., ...

**contre un jugement du tribunal administratif du 9 mai 2012 (n° 27927 du rôle)
ayant statué sur un recours formé par les sociétés**

...

et ... , ...

**contre une décision du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines
en matière de comité mixte d'entreprise**

I.)

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 30698C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 18 juin 2012 par Maître Albert RODESCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, demeurant à ..., en sa qualité de membre représentant le personnel au sein du comité mixte d'entreprises de la société ..., établie et ayant son siège social à ..., et plus particulièrement en tant que secrétaire du groupe des représentants du personnel dudit comité, et de Monsieur, demeurant à ..., en sa qualité de membre représentant le personnel au sein du comité mixte d'entreprises de la société ..., établie et ayant son siège social à ..., et plus particulièrement en tant que secrétaire du groupe des représentants du personnel dudit comité, dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 9 mai 2012 (n° 27927 du rôle) ayant déclaré fondé le recours en réformation introduit par les sociétés anonymes ... et ..., préqualifiées, pour, par réformation de la décision du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines du 16 novembre 2010, dire que le document intitulé « ... » ne correspond à aucune des conditions de l'article L.423-1. du Code du Travail, de sorte que la mise en place de la « ... » ne doit pas faire l'objet d'une décision du comité mixte d'entreprises, tout en déclarant non fondées les demandes respectives en paiement d'une indemnité de procédure formulées par les tiers intervenants à hauteur de 1.000.- € chacune et en condamnant l'Etat aux frais ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Cathérine NILLES, en remplacement de l'huissier de justice Martine LISE, les deux demeurant à Luxembourg, du 29 juin 2012 portant signification de cette requête d'appel aux sociétés anonymes ... et ... préqualifiées, ainsi qu'au directeur de l'Inspection du Travail et des Mines, dont les bureaux sont établis à L-2361 Strassen, 3, rue des Primeurs ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 9 juillet 2012 par Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 13 septembre 2012 par Maître André MARC, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom des sociétés anonymes ... et ... ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 10 octobre 2012 par Maître Albert RODESCH au nom des appelants ;

Vu le mémoire en duplique, intitulé « *mémoire en réplique au mémoire en réplique* », déposé au greffe de la Cour administrative le 29 octobre 2012 par Maître André MARC au nom des sociétés ... et ... ;

II.)

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 30711C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 19 juin 2012 par Maître Roland MICHEL, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, demeurant à ..., en sa qualité de membre représentant le personnel au sein du comité mixte d'entreprises de la société ..., préqualifié, et de Monsieur, demeurant à ..., en sa qualité de membre représentant le personnel au sein du comité mixte d'entreprises de la société ..., préqualifié, et plus particulièrement en tant que secrétaire du groupe des représentants du personnel dudit comité, dirigée contre ledit jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 9 mai 2012 (n° 27927 du rôle) ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Guy ENGEL, demeurant à Luxembourg, du 3 juillet 2012 portant signification de cette requête d'appel aux sociétés anonymes ... et ... préqualifiées ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 9 juillet 2012 par Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 13 septembre 2012 par Maître André MARC, au nom des sociétés anonymes ... et ... préqualifiées ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 12 octobre 2012 par Maître Roland MICHEL au nom des appelants ;

Vu le mémoire en duplique, intitulé « *mémoire en réplique au mémoire en réplique* », déposé au greffe de la Cour administrative le 29 octobre 2012 par Maître André MARC au nom des sociétés ... et ... ;

I + II.)

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maîtres Martine KRIEPS, en remplacement de Maître Roland MICHEL, Virginie VERDANET, en remplacement de

Maître Albert RODESCH, et André MARC, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 22 novembre 2012.

Par jugement du 9 mai 2012 (n° 27927 du rôle), le tribunal administratif a déclaré fondé le recours en réformation introduit par les sociétés anonymes ... et ..., désignés ci-après « *les sociétés ...* », toutes les deux établies et ayant leur siège social à ..., dirigé contre une décision du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines, ci-après « *le directeur* », du 16 novembre 2010 pour, par réformation de cette décision, dire que le document intitulé « ... » ne correspond à aucune des conditions de l'article L.423-1. du Code du travail, de sorte que la mise en place de la « ... » ne doit pas faire l'objet d'une décision du comité mixte d'entreprise, tout en déclarant non fondé les demandes respectives en paiement d'une indemnité de procédure formulées par les quatre tiers intervenants à hauteur de 1.000.- € chacune, à savoir par Messieurs ... et ... et ..., de même que Messieurs ... et ..., représentants du personnel aux comités mixtes d'entreprise respectivement des deux sociétés précitées.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 18 juin 2012 (n° 30698C du rôle), Messieurs ... et ... ont fait entreprendre le jugement précité dont ils sollicitent la réformation dans le sens de voir dire que le document « ... » était à soumettre à l'accord des comités mixtes d'entreprise des deux sociétés visées, en application de l'article L.423-1. du Code du travail.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 19 juin 2012 (n° 30711C du rôle), Messieurs ... et ... ont fait entreprendre le jugement précité dont ils sollicitent la réformation dans le sens de voir dire que le document « ... » était à soumettre à l'accord des comités mixtes d'entreprise des deux sociétés visées, en application de l'article L.423-1. du Code du travail.

Par exploit d'huissier du 29 juin 2012, la requête d'appel déposée le 18 juin 2012 a été signifiée aux sociétés ... ainsi qu'au directeur de l'Inspection du Travail et des Mines.

Par exploit d'huissier du 3 juillet 2012, la requête d'appel déposée le 19 juin 2012 a été signifiée aux sociétés

Dans le rôle numéro 30698C et dans la mesure où, sur intervention volontaire de leur part, Messieurs ... et ... ont été présents en première instance, la Cour, à l'audience fixée pour les plaidoiries, a soulevé d'office la question d'une éventuelle caducité de la requête d'appel pour non-signification, le cas échéant, de celle-ci, dans le délai d'un mois à partir du dépôt, à Messieurs ... et

Dans le rôle numéro 30711C et dans la mesure où, sur intervention volontaire de leur part, Messieurs ... et ... ont été présents en première instance, la Cour, à l'audience fixée pour les plaidoiries, a soulevé d'office la question d'une éventuelle caducité de la requête d'appel pour non-signification, le cas échéant de celle-ci, dans le délai d'un mois à partir de son dépôt à Messieurs ... et

Les mandataires des parties respectivement intéressées ont expliqué à l'audience, tout comme ils ont pris soin de confirmer par écrits respectifs du 26 novembre 2012, que pour

éviter des frais de signification consistants vers l'étranger, ils avaient convenu entre eux de minimiser ces frais et de se concerter pour déposer un acte d'appel rédigé à chaque fois dans les mêmes termes et partant connu de la même manière par chacun des quatre appelants, de sorte qu'aucun d'entre eux ne pouvait affirmer avoir subi un quelconque préjudice.

Les mandataires des autres parties au litige se sont rapportés à prudence de justice quant à la question de la caducité des appels soulevée.

L'article 39, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives prévoit que la requête d'appel est signifiée aux parties ayant figuré en première instance ou y ayant été dument appelées.

Il est vrai que la sanction de la caducité frappant en principe un appel ne répondant pas aux exigences du paragraphe 1^{er} de l'article 39 précité est constatée même d'office par le juge compétent et ne se trouve pas couverte par l'article 29 de la même loi prévoyant que l'inobservation des règles de procédure n'entraîne l'irrecevabilité de la demande que si elle a pour effet de porter effectivement atteinte au droit de la défense.

Cependant, le but de la règle énoncée par l'article 39 de la loi du 21 juin 1999 est d'éviter toute contrariété de jugements et d'assurer que toutes les parties ayant figurés en première instance ou y ayant été dument appelées se voient pour le moins utilement informées d'un appel qui est interjeté.

Dès lors, dans l'hypothèse où des parties ayant figuré en première instance ne se seraient pas vu signifier la requête d'appel, telle celle sous analyse, la juridiction saisie peut être amenée à ne pas prononcer la caducité de l'appel théoriquement encourue, si de manière retraçable, il est établi que ces parties de première instance ont été utilement mises au courant de l'existence de l'appel et que dès lors leurs droits de la défense n'ont pas été violés, de même qu'une instance ultérieure ne serait pas susceptible d'être déclenchée au cas où elles n'auraient pas pu utilement déposer un mémoire, n'ayant pas connaissance de l'appel interjeté.

En l'espèce, par rapport aux deux appels, vu l'accord implicite trouvé par les mandataires des parties, il est patent que les chaque fois deux parties ayant figuré en première instance et qui ne se sont pas vu signifier la requête d'appel dont s'agit, étaient parfaitement au courant de la voie de recours suivie, de sorte que la Cour estime être éminemment en présence d'un cas de figure où, d'après la finalité du texte, la caducité de l'appel ne se justifierait point.

Dès lors, il n'y a lieu à caducité d'aucun des deux appels.

Les deux appels ayant été dirigés contre le même jugement, il y a lieu de les joindre, conformément aux conclusions, par ailleurs, des parties appelantes respectives et de les toiser par un seul et même arrêt.

Les deux appels étant pour le surplus introduits suivant les formes et délai prévus par la loi, ils sont tous les deux recevables.

Au fond, le présent litige est né de ce qu'au niveau du ..., la mise en place d'une procédure dénommée « ... », ou encore « ... », a été décidée, en principe pour toutes les sociétés du groupe, dont plus particulièrement au Luxembourg les sociétés

Après avoir été soulevée dans d'autres pays, la question s'est posée au Luxembourg de savoir si, compte tenu du régime de cogestion existant au niveau des sociétés anonymes, la mise en place de la « ... » relevait de la compétence de codécision des comités mixtes d'entreprises des deux sociétés.

C'est dans ce contexte que les représentants du personnel des comités mixtes d'entreprises des sociétés ... ont saisi respectivement les 6 et 8 septembre 2010 le directeur qui, en date du 16 novembre 2010, prit une décision à travers laquelle il retint que *« la ... mise en place est à considérer comme règlement intérieur au sens de l'article L.423-1. point 5 du Code du travail, ainsi que comme installation technique destinée à contrôler le comportement du salarié à son poste de travail au sens de l'article L.423-1. point 1 du Code du travail, de sorte que sa mise en place doit faire l'objet d'une décision du comité mixte d'entreprise »*.

Par ailleurs, le directeur décida que la compétence de décision du comité mixte d'entreprises n'était pas fondée au regard de l'article L.423-1 point 2 du Code du travail concernant la santé et la sécurité des travailleurs.

C'est contre cette décision directoriale du 16 novembre 2010 que les sociétés ... firent introduire un recours en réformation, par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 16 février 2011.

Par rapport à l'instance ainsi engagée, Messieurs et, d'un côté, ainsi que Messieurs et, de l'autre côté, firent respectivement déposer deux requêtes en intervention volontaire.

Tout comme déjà au niveau du comité mixte d'entreprise, les quatre intervenants volontaires, tous représentants du personnel au niveau respectivement des deux comités mixtes d'entreprises des sociétés ... défendirent la thèse retenue par le directeur suivant laquelle la codécision était requise pour la mise en place de la « ... ».

De l'autre côté, les sociétés ... reprirent la thèse défendue au sein du comité mixte d'entreprise par les représentants de l'employeur suivant laquelle les représentants du personnel étaient amplement informés sur les tenants et aboutissants de ladite ..., mais qu'une codécision proprement dite n'était pas requise, étant donné que les conditions prévues par l'article L.423-1. du Code du travail ne se trouvaient pas remplies.

C'est cette dernière prise de position qu'alla épouser le tribunal à travers son jugement du 9 mai 2012.

Le tribunal retint, d'un côté, que contrairement aux conclusions directoriales, le document de la « ... » n'était pas à qualifier de règlement intérieur et ne rentrait dès lors pas à ce titre dans le champ d'application de l'article L.423-1., point 5, du Code du travail.

D'un autre côté, ledit document, toujours contrairement aux conclusions directoriales, ne pouvait pas non plus être considéré comme ayant introduit ou appliqué une installation technique destinée à contrôler le comportement et les performances du salarié à son poste de

travail, de sorte que les dispositions de l'article L.423-1., point 1, du Code du travail ne se trouvaient pas non plus applicables à ladite Par ailleurs, le tribunal confirma le directeur en ce que la compétence prévue au point 2 de l'article L.423-1 du Code du travail concernant la santé et la sécurité des travailleurs n'était pas vérifiée.

Devant la Cour, les parties n'ont en substance pas altéré leurs argumentaires respectifs et reprennent, pour l'essentiel, leurs moyens déjà présentés en première instance, lesquels correspondent aux prises de position respectives devant le directeur et, plus en amont, à celles ayant prévalu au sein des comités mixtes d'entreprises respectifs. Ainsi, les quatre appelants, ci-avant intervenants volontaires en première instance et membres des comités mixtes d'entreprises respectifs, insistent pour dire que sous les deux aspects du règlement d'ordre intérieur et de la mise en place d'installations techniques prévus respectivement par les points 5 et 1 de l'article L.423-1. du Code du travail, la matière relève de la compétence de co-décision du comité mixte d'entreprise. Ils concluent dès lors à la réformation du jugement entrepris et au caractère non fondé du recours initial des sociétés ..., partant au maintien de la décision directoriale à sa base.

Par ailleurs, les appelants estiment que la compétence du comité mixte d'entreprise en matière de co-décision serait également vérifiée suivant le point 2 de l'article L.423-2 du Code du travail concernant la santé et la sécurité des travailleurs.

Le délégué du gouvernement déclare se rapporter à prudence de justice dans le cadre de chacun des deux appels actuellement joints.

Les sociétés ..., quant à elles, concluent à la confirmation du jugement entrepris et estiment, à la suite des premiers juges, que ni sous l'aspect du règlement d'ordre intérieur, ni sous celui de la mise en place d'une installation technique, partant dans aucun des cas de figure prévus respectivement par les points 5 et 1 de l'article L.423-1. du Code du travail, les conditions d'application du régime de la codécision n'étaient remplies.

Relativement au détail des argumentaires des parties, restés essentiellement constant en cause, la Cour renvoie à la relation fidèle afférente faite par les premiers juges.

En toute matière, mais plus encore dans celles où elle statue comme juge de la réformation connaissant, dans les limites du recours introduit, voire de l'appel interjeté, du fond du litige, que dans celles où elle statue en tant que juge de l'annulation appelé, essentiellement, à contrôler la légalité, au sens large, d'une décision de l'administration, la Cour, statuant en dernière instance, se doit de veiller aux exigences de cohérence du système de droit instauré par rapport à l'ordonnancement juridique existant.

Il est constant que c'est en s'inspirant dans ses grandes lignes du système allemand que le législateur, à travers la loi du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes, est venu instaurer, au niveau des sociétés anonymes, le régime de la cogestion.

Ce régime correspond à une philosophie précise figurant dans les pays où il a été adopté comme toile de fond de la vie en commun et plus particulièrement des relations au lieu de travail et, plus loin, de celles devant gouverner les comportements entre employeurs et salariés.

Contrairement à un régime souscrivant plutôt à des idées de lutte des classes, répondant à des résurgences de concurrence sociale et des conflits inhérents à la prise de décision dans l'entreprise, y éminemment réservée à l'employeur, tandis que le salarié se confond pour l'essentiel, également à ce niveau, à l'intérieur de son lien de subordination par rapport à l'employeur, le système allemand, épousé en ses grandes lignes par le législateur luxembourgeois, à travers de nombreuses facettes du droit social, du droit du travail et, au niveau du droit des sociétés anonymes, à travers la loi de 1974 précitée, excelle par une toute autre optique, plus concordante et convergente, visant dans la mesure du possible une situation « *win-win* » à la fois pour l'employeur et pour le salarié. La gestion de l'entreprise n'y est pas issue du conflit, mais, dans les limites prévus par la loi, de la décision prise en commun dans l'intérêt de tous, de l'entreprise et de ses bailleurs de fonds, *grosso modo* de l'employeur, mais aussi de ceux qui y trouvent un travail rémunéré, les salariés, dont la condition sous ce spectre, ne peut être qu'améliorée si l'entreprise se porte bien et, dans cette optique, elle ne fera que s'en porter mieux.

C'est cette différence fondamentale de vues non seulement d'ordre social, mais également d'ordre philosophique et, à la base, d'ordre politique, dans le sens de la gestion de la vie en commun, qui doit être entrevue par la juridiction saisie pour servir de vecteur afin de toiser les questions soulevées par le présent litige.

En termes de cohérence et, de manière schématique, si au niveau de la maison mère qui est une société allemande, la mise en place de la « ... » a exigé la codécision dans le contexte allemand, les exigences basiques de logique impliquent *a priori* que la même solution s'ensuive pour les sociétés-filles soumises au droit luxembourgeois en ce que, dans ses grandes lignes, le droit luxembourgeois a repris le même régime de la cogestion au niveau des sociétés anonymes.

Cette solution de concordance à retenir *a priori* vaut d'autant plus dans un cas de figure où, telle la pratique du « ... », la décision à prendre se réfère à une démarche qui, sous certains aspects majeurs, a trait à la délation et qui, telle que projetée, ne correspond pas aux us et coutumes qui, normalement, sous-tendent la vie en société dans le sens où cette pratique est appelée à être implantée au Grand-Duché, ni plus loin celle au sein des entreprises et plus particulièrement les relations des salariés entre eux et celles des salariés par rapport à leur employeur.

C'est dire que pour la mise en place voire l'institutionnalisation d'une pratique jusque lors largement inconnue par les us et coutumes du pays, plus particulièrement au niveau des salariés d'entreprises régies sous forme de sociétés anonymes, une circonspection accrue doit être observée, s'agissant précisément d'aspects pouvant tenir à la sphère privée ou au caractère personnel de certains actes et données d'un salarié concerné.

La question posée est celle de savoir si l'introduction de la « ... » requiert au Luxembourg la codécision ou non.

Au niveau du droit applicable, ce sont les articles L.421-1. et suivants du Code du travail qui sont issus, à travers la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail, pratiquement à l'équivalent du texte originaire constitué par la loi du 6 mai 1974, précitée.

Au niveau des attributions du comité mixte d'entreprise, l'article L.423-1. du Code du travail prévoit les matières pour lesquelles le comité mixte d'entreprise a compétence de codécision.

Vu sa composition paritaire, telle que fixée à l'article L.422-1. du Code du travail, il s'agit des matières où la codécision s'impose.

Par contre et à l'opposé, les articles L.423-2. et suivants du Code du travail définissent les matières pour lesquelles le chef d'entreprise a une obligation d'information et de consultation du comité mixte d'entreprise, sans que toutefois ce dernier ne soit appelé à procéder par la voie de la codécision.

Le nœud du problème actuellement posé consiste dans la question de savoir si l'introduction de la « ... » tombe sous les prévisions de l'article L.423-1. du Code du travail et emporte dès lors la codécision ou si tel n'est pas le cas.

Le modèle allemand fonctionne *grosso modo* suivant la même trame en distinguant à son tour des matières pour lesquelles la codécision est exigée par la loi et celles pour lesquelles une information voire une consultation du comité mixte d'entreprise par le chef d'entreprise suffit. Il est constant en cause pour résulter par ailleurs des éléments versés au dossier, dont plus particulièrement pour le présent cas de figure la « ... » entre ... et son Betriebsrat du 17 août 2009 versée au dossier qu'au niveau du droit allemand, applicable aux décisions prises par la maison mère ..., l'obligation de passage par le mécanisme de la codécision a été en substance retenu concernant plus précisément l'introduction de la « ... ».

L'article L.423-1. du Code du travail dispose que « *le comité mixte d'entreprise a compétence de décision en ce qui concerne :*

1. *l'introduction ou l'application d'installations techniques destinées à contrôler le comportement et les performances du travailleur à son poste de travail ;*
2. *l'introduction ou la modification de mesures concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la prévention des maladies professionnelles ;*
3. *l'établissement ou la modification des critères généraux concernant la sélection personnelle en cas d'embauchage, de promotion, de mutation, de licenciement et, le cas échéant, les critères de priorité pour l'admission à la préretraite des travailleurs ;*
4. *l'établissement ou la modification de critères généraux d'appréciation des travailleurs ;*
5. *l'établissement ou la modification du règlement intérieur ou du règlement d'atelier compte tenu, le cas échéant, des conventions collectives en vigueur ».*

Concernant tout d'abord la question de savoir si la « ... » doit être entendue comme faisant partie du règlement intérieur suivant les prévisions du point 5, de l'article L.423-1. du Code du travail au regard d'un éventuel établissement ou modification du règlement intérieur ou du règlement d'atelier, la Cour est tout d'abord amenée à rejoindre les premiers juges en ce qu'ils ont décidé que le terme « *règlement intérieur* » n'est pas défini par la loi et qu'on s'accorde généralement pour retenir que ce terme vise des règles servant à déterminer le comportement des partenaires sociaux dans l'exécution de leurs obligations respectives découlant du contrat d'emploi.

A la base, le fait que les sociétés ... ne disposent pas de règlement intérieur intitulé comme tel n'est pas de nature à porter à conséquence, étant donné qu'au-delà des appellations et des qualificatifs de forme, il y a lieu de suivre les éléments de substance pour voir si tel document est à qualifier comme relevant ou non de la notion de règlement intérieur ci-avant dégagée.

S'il est vrai que la « ... » offre la faculté au salarié de rentrer dans le mécanisme ainsi prévu pour dénoncer des faits jugés frauduleux, commis par d'autres salariés de l'entreprise et de nature à porter préjudice à celle-ci, ce n'est pas la démarche volontaire du salarié ainsi laissée ouverte à son libre arbitre qui serait seule de nature à voir qualifier en définitive la « ... ».

En effet, une fois rentré dans le mécanisme de la « ... », en utilisant notamment les outils d'ordre technique mis à disposition – une boîte email et une ligne téléphonique avec un contractant externe chargé de l'évaluation des dénonciations reçues et instauré dans le but de préserver l'anonymat du salarié, auteur de la dénonciation – les règles balisant la « ... » s'instaurent avec toutes les conséquences de droit. Si dès lors, l'entrée dans le système est certes libre, une fois effectuée, celle-ci déclenche néanmoins un mécanisme qui, tel que cadré par la « ... », répond à la définition de la mise en place de règles servant à déterminer le comportement des partenaires sociaux dans l'exécution de leurs obligations respectives découlant du contrat d'emploi, dont notamment l'exécution de bonne foi de celui-ci.

Cette analyse est corroborée, outre les exigences de concordance et de cohérence ci-avant dégagées, par le fait que la « ... » est d'application générale pour tous les salariés de l'entreprise, qu'elle vise la dénonciation par un salarié de faits, qualifiés pour le surplus de frauduleux, rapportés comme ayant été commis par un ou plusieurs autres salariés de l'entreprise, que l'anonymat du dénonçant y est recherché et que dès lors des principes généraux touchant au droit pénal, tels que la présomption d'innocence ou le caractère public des témoignages se trouvent éminemment visés.

C'est dès lors par confirmation de la décision directoriale initialement critiquée et par réformation du jugement *a quo* que la Cour arrive à la conclusion que la « ... » rentre dans le cadre du point 5 de l'article L.423-1. du Code du travail et que la compétence de décision du comité mixte d'entreprise se trouve fondée sur cette base.

La compétence de décision du comité mixte d'entreprise étant vérifiée à partir du point 5 de l'article L.423-1 du Code du travail, l'analyse des autres moyens d'appel tirée respectivement des points 1 et 2 du même article devient surabondante.

Il résulte de l'ensemble des éléments qui précèdent que par réformation du jugement entrepris il y a lieu de déclarer les recours initiaux des sociétés ... non fondés et de les en débouter, la décision directoriale initialement déferée du 16 novembre 2010 étant de la sorte à confirmer en ce qu'elle a retenu la compétence de décision du comité mixte d'entreprise à l'encontre de la « ... ».

Les demandes en allocation d'une indemnité de procédure formulées par les appelants respectifs tant pour la première instance que pour l'instance d'appel sont à rejeter, les conditions légales afférentes n'étant remplies dans aucun des cas des figures visés.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

joint les deux appels interjetés ;

les dit recevables ;

au fond, les dit justifiés ;

partant, par réformation du jugement entrepris, déclare le recours initial des sociétés ... et ..., inscrit sous le numéro 27927 du rôle, non fondé et les en déboute ;

confirme la décision directoriale déferée ;

écarte les demandes en allocation d'une indemnité de procédure des appelants respectifs que pour la première instance et pour l'instance d'appel ;

fait masse des dépens des deux instances et les impose pour moitié à la société ... et à la société ...

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s.MAY

s.DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 22 novembre 2016
Le greffier de la Cour administrative